

PENALITES POUR RETARD :	
Concernant les lots 6 et 7	
Par dérogation à l'article 19.2.3 du C.C.A.G Travaux :	
Période	Montant en FP HT
Pendant la période de préparation	1/1000ème du montant hors taxes de l'ensemble du lot / jour calendaire
le titulaire de chaque lot subit une pénalité journalière	
Pendant les travaux	1/1000ème du montant hors taxes de l'ensemble du lot / jour calendaire
le titulaire des lots 1 à 5 subit une pénalité journalière	
En cas de retard sur les délais particuliers de chaque lot, l'entrepreneur encourt une retenue journalière provisoire sur simple constat du maître d'oeuvre. Cette retenue est transformée en pénalité définitive si l'une des deux conditions suivantes est remplie : ▪ ou l'entrepreneur n'a pas achevé les travaux lui incombant dans le délai d'exécution propre à son lot ; ▪ ou l'entrepreneur, bien qu'ayant terminé ses travaux dans ce délai, a perturbé la marche du chantier ou provoqué des retards	
PENALITES POUR NON REMISE DES DOCUMENTS	
Document	Montant en FP HT
Pendant la période de préparation	
Retard dans la production des documents demandés à l'article 8-1 du C.C.A.P. qui doivent être remis au maître d'oeuvre au plus tard dix (10) jours avant le dernier jour de la période de préparation. Cette pénalité est applicable, sur simple constatation, à compter du lendemain suivant le dernier jour du délai imparti pour fournir le document. A la réception du document concerné, le maître d'oeuvre établit par ordre de service le décompte des jours de retard et le montant des pénalités appliquées.	9 000 FP/jour et par document Pendant l'exécution des travaux
Pendant l'exécution des travaux	
Retard dans la production de documents (hors projet de décompte) demandés pendant l'exécution des travaux (notamment par OS). Cette pénalité est applicable, sur simple constatation, à compter du lendemain suivant le dernier jour du délai imparti pour fournir le document. A la réception du document concerné, le maître d'oeuvre établit par ordre de service le décompte des jours de retard et le montant des pénalités appliquées.	9 000 FP/ /jour et par document Après l'exécution des travaux
Après l'exécution des travaux	
Pour pallier le retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par le titulaire, une retenue est opérée pour l'ensemble des documents et elle est opérée tant que la totalité des documents n'a pas été fournie, dans les conditions stipulées à l'article 19.3 du C.C.A.G TRAVAUX sur les sommes dues au titulaire.	Retenue de 600 000 FP HT Le montant de la retenue doit être au minimum égal à la somme nécessaire pour pouvoir passer un marché permettant de faire réaliser par une autre entreprise les documents demandés.
En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par le titulaire conformément à l'article 40.1 du C.C.A.G Travaux.	Pénalité de 42 000 FP par jour de retard/ par document. Le montant de cette pénalité est plafonné au montant de la retenue provisoire.

<p>A la réception du ou des documents concernés, le maître d'oeuvre établit par ordre de service le décompte des jours de retard et le montant des pénalités appliquées.</p> <p>La retenue provisoire sera levée dès remise de l'intégralité des documents dus indépendamment des pénalités qui pourraient être appliquées. La remise d'un document s'entend sous une forme achevée et acceptée par le maître de l'ouvrage ; la remise d'un document non abouti n'interrompt pas le décompte du délai.</p> <p>A cet effet, le titulaire est invité à transmettre pour avis à la personne publique toute version intermédiaire qu'il jugera utile, sans toutefois que le délai pris par la personne publique pour émettre un avis n'interrompe le décompte du délai.</p>	
PENALITES DIVERSES	
Objet	Montant en FP HT
Sous-traitance illégale	
<p>Le titulaire du marché encourt une pénalité pour sous-traitance constatée sur le chantier n'ayant pas fait au préalable l'objet d'une acceptation du représentant de l'acheteur et de l'agrément de ses conditions de paiement. Ces pénalités font l'objet d'une décision du représentant de l'acheteur notifiée par ordre de service du maître d'oeuvre.</p> <p>Le titulaire est tenu d'inclure dans le contrat sous-traité et dans l'acte spécial qu'il présente au représentant de l'acheteur une clause prévoyant « la résiliation du contrat sous-traité entre le sous-traitant et le titulaire et la résiliation de l'acte spécial » dans le cas où le sous-traitant fait pénétrer une autre entreprise n'ayant pas fait l'objet de l'acceptation du représentant de l'acheteur et de l'agrément de ses conditions de paiement (« sous-traitance occulte »). Cette mesure est valable pour toute entreprise (sous-traitance indirecte). Le titulaire reste responsable de ses sous-traitants et des entreprises qu'ils font pénétrer sur le chantier.</p>	180 000 HT
Lutte contre le travail dissimulé	
<p>En cas de non-respect de l'obligation prévue à l'article 7.4 du CCAP ou lorsque le représentant de l'acheteur est informé, par les instances de contrôle, d'une situation irrégulière du titulaire au regard des articles L.8221-3 et L.8221-5 du code du travail, il lui enjoint, par lettre recommandée avec accusé de réception de faire cesser immédiatement la situation et d'en apporter la preuve. Il informe l'instance de contrôle du résultat de cette démarche.</p> <p>Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours, imposé par l'article R.8222-3 du code du travail pour répondre à l'injonction du représentant de l'acheteur.</p>	10% du montant hors taxes du marché, sans pouvoir excéder le montant des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du code du travail.
Port du badge de l'entreprise	
<p>En cas de non-respect de l'obligation du port apparent du badge de l'entreprise, ou dans l'hypothèse d'une carte invalide, en application de l'obligation réglementaire imposant aux ouvriers de détenir et être en capacité de présenter leurs cartes d'identification professionnelle du BTP sur demande du maître d'oeuvre (cf. Décret n°2016-175 du 22/02/2016) .</p>	6 000 FP/par ouvrier et par constat journalier.
Absence aux réunions de chantier et de synthèses	
<p>Une réunion de chantier hebdomadaire a lieu sur convocation du maître d'oeuvre. Le compte-rendu de chaque réunion de chantier est notifié au titulaire par ordre de service. Les comptes rendus de chantier valent convocation des entreprises lorsqu'ils mentionnent les informations pour la réunion suivante. Les rendez-vous de chantier sont obligatoires pour le titulaire.</p>	40 000 FP/ /absence
Manquement à la sécurité, à l'hygiène et à la signalisation du chantier	
<p>En cas de manquement à la sécurité, à l'hygiène et à la signalisation du chantier.</p> <p>Cette pénalité forfaitaire sera appliquée sur simple constat du maître d'oeuvre ou du maître d'ouvrage.</p>	12 000 FP/ par infraction constatée
Levées des réserves	
En cas de retard constaté dans la levée des réserves émises à la réception	Pénalité de 60 000 FP/ par jour de retard/ par réserve non levée à la date fixée par décision de réception.

Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	
Non repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	60 000 FP/ / jour Levée des réserves
En cas de retard constaté dans le levée des réserves émises à la réception	Pénalité de 60 000 FP par jour de retard/ par réserve non levée à la date fixée par décision de réception.
Projets de décomptes	
Retard dans la remise des projets de décompte	1/2000ème du montant du PDM accepté par l'administration par jour de retard.
Non-respect du formalisme imposé pour l'établissement des PDM	40 000 FP/PDM ne respectant pas le formalisme imposé (trame ou méthode de complétude).